

Face à une diminution des réserves pétrolières de l'Amérique du Nord, les États-Unis ont choisi pour politique de stationner d'importantes forces aériennes et navales dans le monde entier afin de se ménager un accès aux ressources pétrolières des autres nations, celles du Moyen Orient en particulier. Pourtant, même les ressources prodigieuses des champs pétroliers du Moyen Orient ont leurs limites. Une étude exhaustive publiée par le Département de l'Énergie des États-Unis en mai 1983 prévoit que la production pétrolière des pays du Golfe Persique atteindra son apogée un peu après 1990, mais avant l'an 2000, pour retomber rapidement par la suite.

Voilà quelle était en substance la situation du Canada lors de la formulation du programme énergétique national il y a près de cinq ans. Depuis lors, les réserves canadiennes de pétrole brut ont continué à décliner en dépit des augmentations de prix massives. Parallèlement, la consommation canadienne de pétrole a chuté de 22 pour cent en raison de la réduction de la taille des automobiles, des économies d'énergie, du programme de substitution du pétrole et de la pire récession que le pays ait connu depuis la grande dépression des années 30. Sous la pression de l'industrie pétrolière et du gouvernement de l'Alberta, les exportations de pétrole et de gaz (ou dans le cas du gaz naturel, les permis d'exportation) ont augmenté, accélérant ainsi l'épuisement des réserves subsistantes. La construction d'usines de traitement du pétrole lourd et des sables bitumineux, qui était prévue par le PÉN pour équilibrer l'offre et la demande en 1990, ne s'est pas produite, l'industrie refusant de collaborer à moins qu'on lui garantisse des profits extravagants, supérieurs même à ceux qui étaient accordés par le PÉN (voir Tableau 2).